

cohésive et sûre d'elle-même, fière de ses réalisations et pleine de confiance dans son avenir, sans se montrer pour cela ni suffisante ni arrogante. Le maintien de l'unité canadienne et l'édification d'une nation canadienne n'ont jamais été et ne seront peut-être jamais chose facile, eu égard aux éléments géographiques, économiques et autres qui tendent à nous diviser et à nous attirer vers le sud plutôt que vers l'est ou vers l'ouest. Jusqu'ici, les gouvernements canadiens, des deux partis, ont pris la responsabilité de lutter contre l'influence de ces éléments, dans l'intérêt de l'unité nationale. Ils ont accepté cette mission dans le domaine de la radio et de la télévision, comme ils l'ont fait dans celui des autres modes de transport ou de communications.

Cela a coûté cher et continuera de coûter cher. J'aurai d'ailleurs à revenir là-dessus plus tard. Il ne faudra pas permettre que cela nous coûte un dollar de plus qu'il ne faut absolument. Je reste toutefois convaincu que le Parlement devrait voter tout ce qu'il aura jugé nécessaire. Ce serait payer bien cher, je pense, les résultats atteints, sur le plan national ou sur le plan particulier, par l'application d'une bonne politique nationale de télévision et de radio.

On a exprimé dernièrement certaines craintes, assez généralement ressenties,—et ressenties, je crois, assez profondément et sincèrement,—selon lesquelles la maîtrise que nous avons sur notre propre vie économique serait affaiblie d'une façon inquiétante et induite par l'intégration de plus en plus poussée de notre économie avec celle des États-Unis, processus qui a cours depuis le début du siècle. Cette crainte n'est pas sans fondement, encore qu'on puisse l'exagérer. Il faut faire ce que nous pouvons pour la dissiper, en appliquant des mesures sages et soigneusement réfléchies, qui tiennent compte d'un intérêt national véritablement bien compris, plutôt que de considérations immédiates inspirées par les préjugés, voire par des avantages immédiats, ou supposés tels. Mais, pour moi, les dangers auxquels notre existence culturelle, non matérielle, est actuellement exposée sont aussi grands, sinon plus grands, que ceux qui jouent contre notre développement économique. En fait, les deux craintes et les deux conséquences ont entre elles des rapports étroits.

Cette situation a été excellemment et raisonnablement décrite dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences, désignée par le gouvernement libéral en 1949. Qu'on me permette de citer ici la page 21 de ce rapport, paragraphe 26:

L'influence américaine sur le mode de vie du Canada est pour le moins impressionnante. Loin

[L'hon. M. Pearson.]

de nous la pensée de priver les Canadiens de la liberté de s'en prévaloir. L'échange culturel est excellent en soi. Il élargit le choix du consommateur et fournit aux producteurs une concurrence stimulante. On ne saurait nier, cependant, qu'une proportion exagérée de productions venant d'une même source étrangère peut étouffer au lieu de stimuler nos propres efforts créateurs; si nous acceptons tout passivement, sans établir des normes de comparaison, nous risquons d'atrophier nos facultés critiques. Nous consacrons présentement des millions de dollars au maintien d'une indépendance nationale qui n'aurait aucune signification si la vie culturelle des Canadiens n'était pas solidement assise et bien distincte. Nous avons constaté que nos traditions et notre histoire renferment les éléments de cette vie culturelle; nous avons réalisé d'importants progrès, souvent grâce à la générosité des Américains. Cependant, nous ne devons pas nous aveugler au point d'oublier le danger toujours présent d'une dépendance permanente.

Voilà une préoccupation qui devrait, je pense, rester sans cesse présente à l'esprit du gouvernement et de chacun d'entre nous lorsqu'il s'agit de toute modification éventuelle du régime de la radio et de la télévision dans notre pays. Des nouvelles n'émanant pas de cette Chambre nous feraient croire qu'on va nous saisir, bientôt, d'une modification en ce sens. En vérité, il n'est peut-être pas inexact d'affirmer que c'est peut-être dans le domaine de la radio et de la télévision que les possibilités dont il est question dans le rapport que je viens de citer,—c'est-à-dire que l'influence américaine risque de devenir trop puissante et trop dominatrice,—sont les plus proches de se réaliser. L'existence,—et cette existence, je pense, est un bonheur pour nous,—de deux groupes linguistiques principaux sur un territoire immense, et le caractère dispersé de notre population relativement restreinte font que le gouvernement doit très soigneusement veiller à s'acquitter comme il convient de ses responsabilités nationales dans ce domaine. Mais ces responsabilités sont à la fois ardues et dispendieuses, ainsi que le rappelait le ministre du Revenu national (M. Nowlan), il y a deux ou trois semaines, au cours d'une déclaration que j'ai jugée, pour ma part, intéressante et raisonnable.

Certes, il existe une façon facile d'échapper à ces responsabilités. Il aurait été facile également, en matière de transport, de recourir à une solution de facilité il y a 80 ans ou à peu près. Elle consiste à s'en remettre aux États-Unis, se contenter des programmes qui nous auraient soumis à une direction américaine dans cet important domaine. Qu'on me permette de lire ce que le rapport Massey a à dire de cette question, page 29, alinéa 3:

Une réponse, facile et évidente, apparut bientôt.

Il s'agit ici de la réponse au problème qui se posait à nous du point de vue de la radio et de la télévision. Primitivement, nous nous préoccupions principalement de la radio.